

Bulletin du G.S.I

(Groupe Socialiste Internationaliste)

Section Française de la Ligue Internationale des Travailleurs
IV^e Internationale N°62 - SEPTEMBRE 2006 - 2 EUR



L'Internationaliste

«Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV^e Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !»

La victoire est possible !!!



Le peuple libanais défait l'armée sioniste

Sommaire du n° 62

- ✓ Edito. La victoire est possible !!! p.2
- ✓ Le bal des prédateurs (université d'été du MEDEF). p.3
- ✓ . Une nouvelle étape vers la privatisation de l'enseignement. p.6
- ✓ Tribune libre de la FSEUL (Fédération Syndicale Etudiante Unitaire et Laïque). p.8
- ✓ Courrier International n° 122^{bis}—Liban et Cuba p.9
- ✓ Nouvelle Calédonie / Kanaky : Les ravages de l'impérialisme français dans ses dernières colonies. p.14

L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 :

A.P.I.D.O

BP 66

94311 ORLY CEDEX FRANCE

(adresse pour toute correspondance)

Courrier électronique (E-Mail) :

apido.gsi@wanadoo.fr

Site Web (nouvelle adresse) :

<http://www.gsi-litqi.org/>

Clôture rédactionnelle le 15 septembre 2006

Directeur de la publication : J.-L. DAVIER

Commission paritaire : en cours

Imprimerie spéciale

La victoire est possible !!!

L'impérialisme n'a pu écraser la volonté des peuples arabes.

La défaite des troupes sionistes, face à l'héroïque résistance du peuple libanais, nous montre l'exemple. Lorsque l'on se bat contre l'histoire écrite par l'impérialisme avec le sang des peuples, lorsque l'on se bat en ayant la force que nous donne la certitude d'être des victimes de l'impérialisme, tout est possible. Même la défaite de la soit disant plus puissante armée du monde !

Le colosse aux pieds d'argile, l'impérialisme US et ses alliés, va de défaite en défaite... Que ce soit en Irak, en Afghanistan ou au Liban ! Aux USA mêmes, la crise politique, marquée du sceau de l'infamie des tortures en Irak et à Guantanamo (au nom de « la » démocratie), affaiblit le gouvernement Bush et ses amis. Blair, le caniche de Bush, se voit contraint d'aboyer sa démission. Le gouvernement israélien -et le sionisme- traverse une crise sans précédent. Quant à l'impérialisme français, il risque de jouer le rôle du pompier pyromane au Liban... L'impérialisme est à nu ; malgré toute sa technologie, il n'a pu écraser la volonté des peuples arabes. C'est pourquoi Bush et ses alliés ne peuvent faire autrement que de pratiquer, en improvisant comme ils peuvent, la politique de la fuite en avant...

Encore une fois, nous saluons la victoire de la résistance du peuple libanais : elle est celle de tous les peuples opprimés du monde. Après une telle victoire sur l'impérialisme, la

résistance des peuples libanais, palestinien, irakien ne peut que se renforcer, s'approfondir...

Déterminés à aller jusqu'au bout

La volonté des peuples et des travailleurs, surtout lorsqu'ils sont dans l'adversité, est impénétrable. Le gouvernement Chirac-Villepin-Sarkozy le sait bien, lui qui manœuvre avec l'aide des bureaucraties syndicales pour que cette rentrée ne soit pas une rentrée explosive...

La privatisation d'EDF-GDF est un cas d'école de collaboration de classes, entre bureaucratie et gouvernement. Tous les travailleurs et les jeunes savent (et même des associations comme UFC- Que choisir l'ont signalé) que, en cas de privatisation, les tarifs du gaz et de l'électricité connaîtraient une augmentation sans précédent. Ce qui grèverait encore un peu plus le pouvoir d'achat des travailleurs et des jeunes. Jeunes qui ont de plus en plus de mal à se loger et à étudier dignement, car victimes des attaques sans précédent menées contre l'enseignement public, au nom de la décentralisation, des ECTS-LMD et des arguments démagogiques « démographiques » de De Robien.

Le bras droit de Sarkozy, Fillon, sûr de la victoire d'une droite décomplexée... par ses derniers ralliements de poids (enfumée par l'ego d'un Doc Gynéco et bercée des refrains de Johnny Hallyday), a décidé de mettre le feu aux acquis sociaux ! Il faudra bien « réformer », pèle mèle, la sécu, les régimes spéciaux, les retraites...

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

A la Star Ac des présidentiables, de gauche comme de droite, le refrain du « il faudra bien réformer » est un tube... !

La victoire contre le CPE, victoire de la jeunesse et des travailleurs, montre dans les faits que la victoire contre tous – bureaucratie et gouvernement – est possible. La confiance des travailleurs et des jeunes en leurs propres forces, en est sortie renforcée. C'est dans la lutte de classe, à travers les luttes,

qu'on apprend l'organisation de classe ; c'est à travers elle qu'on comprend que la mobilisation pour les revendications immédiates ne suffit pas. La victoire du vote contre le traité constitutionnel européen, la victoire de la mobilisation contre le CPE, les mobilisations contre les privatisations et les délocalisations, des luttes profondément marquées d'une conscience anticapitaliste.

Mais cela ne suffit pas. Pour que cette conscience devienne une force

transformatrice ou révolutionnaire, en terme politique, il faut un projet alternatif au capitalisme. Socialisme ou barbarie ! Oui, il nous faut un projet de rupture avec le capitalisme. Ce projet et cette alternative sont portés par la conviction et la volonté des combattants, travailleurs et jeunes, les plus déterminés contre la barbarie capitaliste. Cette volonté et cette conviction, déterminé à aller jusqu'au bout, porte un nom : le parti révolutionnaire pour le socialisme.

Le bal des prédateurs

Offensive réactionnaire à l'université d'été du MEDEF

L'édition 2006 de l'université d'été du MEDEF fera date. Que du beau monde pour entourer L. Parisot, la présidente de l'organisation patronale : J.-P. Raffarin, T. Breton, F. Bayrou, J. M. Barroso, de nombreux patrons, chercheurs, enseignants et... syndicalistes à l'exception notable de la CGT, cette année. Bref, à part B. Thibault, tout le monde est là, sur le campus de HEC, pour débattre sur un thème explosif « concilier l'inconciliable ». Plus crûment, « comment mettre un terme à la lutte des classes » eut été plus juste.

Les représentants patentés de la bourgeoisie de ce pays, ses principaux idéologues aussi, sont donc là pour résoudre la quadrature du cercle. Car, en effet, la lutte des classes est le moteur de l'histoire, ce qui fût découvert avant Marx, mais ce dernier en a tiré les conclusions que ses prédécesseurs ne pouvaient pas tirer, à savoir, le fait que la bourgeoisie a engendré son propre fossoyeur, le prolétariat, dont la tâche historique est de la renverser pour édifier le socialisme, transition vers le communisme, société sans classes et sans Etat à l'échelle du monde.

Concilier l'inconciliable

Depuis deux siècles, la lutte des classes met aux prises deux groupes sociaux aux intérêts antagonistes, inconciliables, la classe des bourgeois prétend les

« concilier » c'est-à-dire soumettre les travailleurs à ses propres intérêts. Les travailleurs défendent leurs intérêts en s'organisant dans des syndicats et revendiquent le pouvoir en construisant des partis révolutionnaires. Parmi les travailleurs, certains cherchant la voie de la conciliation, du moindre mal, du « gagnant-gagnant » comme diraient les bureaucrates de la CFDT, se sont ralliés à la classe capitaliste à travers le réformisme et le stalinisme.

Mettre fin à la lutte des classes, voilà donc une authentique utopie caressée pourtant par des générations de plumitifs réactionnaires qui ont mainte fois annoncé y être parvenus. Pourtant, proclamer périodiquement la nécessité d'y mettre fin c'est reconnaître en quelque sorte qu'on y est pas parvenu. C'est nier la lutte des classes tout en admettant à contrecœur sa vitalité. Cependant, au-delà de cette contradiction insurmontable, les idéologues bourgeois cachent mal, sous ce verbiage, l'objectif qu'ils se fixent réellement : obtenir le renoncement, la capitulation, la collaboration des travailleurs par le biais de l'association capital-travail et du syndicalisme d'accompagnement et, à défaut, les écraser.

J.-M. Barroso, Président de la Commission de Bruxelles, est venu prononcer un véritable sermon qui tient en quatre « principes » : concilier flexibilité et

sécurité, concilier compétitivité et cohésion économique et sociale, concilier les dimensions locales et mondiale, concilier diversité et unité. Il lâche comme un aveu : « *L'Europe est le trait d'union et l'espace de conciliation par excellence dans la mondialisation* » et de conclure : « *Vous l'aurez compris, je souhaite une conciliation dynamique transcendant les lignes de partage entre ceux qui veulent le progrès économique et social et ceux qui refusent le changement. Il ne faut pas cautionner les discours passésistes. Il faut résister à la tentation du repli frileux. Il faut réfuter le mythe de la forteresse assiégée.* ».

Ancien maoïste passé à la droite radicale, J.-M. Barroso se sent investi d'une autorité particulière pour tenir un tel discours, celle des renégats et des transfuges qui, avec cynisme, jettent à la face de leurs anciens « camarades » des appels pressants, des ultimatums leur intimant de capituler à leur tour.

Toujours est-il, le décors est planté : « *vouloir enrayer le phénomène de mondialisation (...) serait aussi absurde que de refuser la révolution informatique en 2006 !* », c'est du Barroso. Le 28 août, dans *le Figaro*, c'est du Parisot : « *Les Français ont compris que barrer la route à la mondialisation est impossible* ».

(Suite page 4)

(Suite de la page 3)

Ce sont Barroso et Parisot qui le disent en substance. La « rupture » prônée par Sarkozy n'est en définitive que le ralliement au courant dominant du capitalisme présenté comme « accepté » par les travailleurs des autres pays alors qu'il leur a été imposé, un « modèle social » sans social, basé sur le démantèlement des acquis, de plein gré ou de force. Mais le vouloir c'est une chose, y parvenir en est une autre.

Aussi, L. Parisot et ses amis débattent-ils fébrilement des moyens de toucher au but. Tout ce qui s'écarte de cette ligne doit être disqualifié sous l'appellation « démagogique ». Toute action ou décision qui n'a pas l'approbation du MEDEF, des multinationales et de leurs actionnaires doit être considéré comme « anti-démocratique » et contraire à « l'état de droit », à la « bonne » gouvernance... Messieurs les censeurs, bonsoir !

Connivence et démagogie

Dans ce sens, L. Parisot a des idées. Elle va les exposer, comme Sarkozy, pardon, « Nicolas » qui fût jadis, lui aussi, à « sciences po. », cela crée des liens et le tutoiement est de rigueur. D'ailleurs l'assemblée, en costume italien ou en tailleur français, apprécie la connivence : à la tribune se côtoient L. Parisot, N. Sarkozy, C. Ghosn (patron de choc de Nissan-Renault) et A.-G. Slama du Figaro. Un autre jour, place à F. Chérèque (CFDT), M. Pébereau (BNP-Paribas) et J.-P. Raffarin. Puis vient le tour de F. Bayrou (UDF), F. Riboud (PdG de Danone), P. Lamy (Directeur Général de l'OMC) et... D. Cohn-Bendit ! Les autres « ateliers » sont du même tonneau... « Ni droite, ni gauche », c'est le slogan de l'extrême-droite depuis la nuit des temps, éternellement recyclé par la bourgeoisie.

Ni de gauche, ni de droite, bien entendu, L. Parisot annonce que le MEDEF va passer le programme des candidats pour 2007 au crible pour y déceler toutes les traces de démagogie. Elle croit ainsi en avoir décelé une - petite - dans l'action de Mme Royale dans sa belle région poitevine et charentaise. Mais L. Parisot regrette l'absence de S. Royale à cette université : « *cela aurait été rigolo* ». On n'en doute pas. On l'aura

compris, les autres candidats seront hors-jeu s'ils ne se rallient pas au MEDEF, y compris dans ses slogans les plus... démagogiques. De ces slogan, en voici quelques-uns.

Premièrement, « *travailler plus pour gagner plus* ». La charge est menée contre les 35 heures, pas contre les mesures de flexibilité et de gel des salaires qui ont accompagné la « RTT » de M. Aubry, non. Vive la RTT mais avec un allongement du temps travail. Le MEDEF le dit, la droite aussi, certains au PS reprennent le mot d'ordre en insistant hypocritement sur le nécessaire appel au volontariat des travailleurs...

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue que la force de travail est considérée par les capitalistes comme une marchandise qui obéit aux mêmes lois que d'autres marchandises. L'objectif du patronat est de la rendre disponible à l'infini, à travers une mise en concurrence à l'échelle internationale, de façon à faire s'effondrer son « prix », le salaire. Etre amené à travailler plus, dans le cadre d'un fort chômage structurel et d'une force de travail mondialisée, c'est se préparer à gagner toujours moins en réalité.

Deuxièmement, selon Le Monde du 30/08/2006, citant L. Parisot, la « *priorité des priorités* [est] de trouver la voie du plein emploi ». On croit rêver ! P. Guillen, jadis vice-président du CNPF, l'ancêtre du MEDEF, avait coutume de dire que « *le rôle de l'entreprise n'est pas de créer des emplois, mais de faire des profits* ». Précisons : le plus de profits possible, dans le temps le plus court, et peu importe de quelle façon.

Précisons que, n'importe quel étudiant en première année de « science éco. » le sait : « le capitalisme n'est ni moral, ni immoral, il est amoral ». Mme Parisot ignore-t-elle tout cela, le but de « l'entreprise » et le caractère amoral du capitalisme ? Non, bien sûr, puisqu'elle abhorre l'expression « patronvoyou ». En effet, d'un point de vue capitaliste un patron *ne peut pas* être un voyou, c'est un capitaliste qui fait des profits pour les distribuer aux actionnaires, pas pour créer des emplois, ni pour augmenter les salaires. C'est l'alpha et l'oméga du système.

Les ultralibéraux, les idéologues au service des multinationales, ont même théorisé le chômage de masse comme une nécessité pour « éviter le retour de l'inflation ». Ils estiment que 5 à 6% de sans emplois est le taux au-dessous duquel le « marché » ne peut accepter de descendre ! C'est un concept idéologique connu sous l'acronyme « Nairu » (*Non accelerating inflation rate unemployment* – chômage non-accelérateur du taux d'inflation).

L. Parisot, veut-elle augmenter les salaires et assurer le plein emploi ou bien n'est-elle pas tout simplement la démagogue en chef de ce pays ?

L'Etat, c'est moi !

Hélas elle n'est pas la seule. Après la démagogie, voici l'Etat de droit. Celui qui permet d'assurer « la » justice. La justice sociale ? Chez Sarkozy tout est conforme à l'enseignement du Christ et d'E. Kant, tout est absolu. Aussi, « la » justice n'a pas besoin d'adjectif, comme « la » démocratie chez G. W. Bush. Pour le Président de l'UMP, vice-président du Conseil général des Hauts-de-Seine, maire de Neuilly, Ministre de l'intérieur, décorateur de pompiers new-yorkais, etc., seul « le » mérite doit permettre « la » réussite, pas la naissance, ni les relations ! Gageons pourtant que, sans relations, il ne serait pas là où il est. Gageons aussi qu'avec le zèle qu'il met à abolir les droits de succession il n'est pas opposé à ce que la réussite vienne aussi un peu de l'héritage, de la famille, des relations familiales, bref de la naissance. Démagogue lui aussi, Sarkozy ? Certainement. Et cynique.

Cynique, car des générations de prolos se sont échinés au travail, y sont morts aussi, et leurs enfants sont toujours des prolos, alors que leurs patrons se sont enrichis, ont accumulé toujours plus. C'est cela la réalité du travail dans une société capitaliste.

Mais Sarkozy, c'est aussi l'Etat, l'Etat de droit s'entend, et la démocratie « absolue » c'est-à-dire la liberté absolue des spéculateurs, leur pouvoir absolu. Ce qui implique la police partout y compris pour surveiller les juges. Les

(Suite page 5)

(Suite de la page 4)

juges et les avocats, sauf les avocats d'affaire qui sont les avocats des « investisseurs » qui font des affaires et qui par définition ne sont pas des voyous... Des policiers pour surveiller les journalistes qui refusent de dévoiler leurs sources et les syndicalistes qui revendiquent sans avoir d'abord demandé la permission du patron et du Préfet.

Aussi, voici la dernière trouvaille « démocratique » du « staff » de Sarkozy, trouvaille qu'il a probablement emprunté à Mme. Thatcher, ex-Premier ministre britannique, amie personnelle du non regretté R. Reagan et d'A. Pinochet : le vote à bulletin secret en cas de grève.

Le 31 août lors de la séance de clôture du bal des prédateurs, Sarkozy s'enflamme : « *Le problème de la France, ce n'est pas d'avoir des syndicats trop puissants, mais au contraire pas assez puissants. Car quand on est petit, on a tendance à faire la politique de ceux qui sont les plus durs et les plus sectaires.* ». (Le Monde du 1er septembre) Cela s'applique-t-il aussi à l'UMP et au MEDEF ? Minoritaires et sectaires... Toujours est-il que Sarkozy reprend ici les vieilles recettes de la promotion d'un syndicalisme d'accompagnement et de services du type chrétien (CFTC ou CFDT), subventionné par l'Etat et le patronat, garant non de l'intérêt des travailleurs, mais de celui de l'« entreprise », un syndicalisme qui participe à la rédaction des lois anti-ouvrières, envahi de bureaucrates grassement rémunérés dont le prototype est la CES (Confédération Européenne des

Syndicats).

Mais attention, il lui faut se prémunir contre le risque de radicalisation qu'on voit parfois surgir même dans des centrales syndicales qui pratiquent la co-gestion, depuis des générations, à l'image du DGB d'Allemagne. Le Ministre chargé de la police et des cultes poursuit donc : « *Lorsqu'il y a un conflit et une grève, dans une entreprise, une université ou une administration, la loi doit prévoir que, dans les huit jours, soit organisé un vote à bulletins secrets pour en finir avec la dictature de certaines minorités* » (Idem). Il précise qu'il ne parle pas des lycées car la grève n'y a pas sa place !

Après le service minimum dans les services publics, Sarkozy enfonce le clou avec le vote à bulletin secret en cas de grève dans toutes les entreprises. Mais qui a tendu la perche à l'UMP en acceptent l'organisation de tels scrutin dans les facultés bloquées : l'UNEF, et le SNESup, les appareils du PS et du PCF flanqués de la « majo. » de la LCR ! Les tenants de « la démocratie jusqu'au bout » alimentent son moulin. Alors pourquoi se gênerait-il ?

Perplexes, certains de ses collègues avocats s'interrogent (Le Monde du 1er septembre) : « "Ce projet, aussi vague soit-il, est une atteinte au droit constitutionnel de grève", fait ainsi valoir Arnaud Lyon-Caen, avocat au Conseil d'Etat. Ce droit constitutionnel est "individuel", précise le magistrat, et la proposition de M. Sarkozy en ferait un droit collectif en le soumettant à la décision de la majorité. Pour M. Lyon-Caen, "cela signifierait qu'une minori-

té, les gens les plus exploités dans une entreprise, ne pourraient pas se mettre en grève". Pour Philippe Brun, avocat du droit du travail(...) : "Fondamentalement en France, à la différence des pays anglo-saxons, le droit de grève n'est pas un droit syndical, c'est une liberté individuelle." Dans la fonction publique seulement, la grève doit être déclarée par les syndicats, assortie d'un préavis. L'avocat, spécialiste des conflits, s'interroge : "Le vote à la majorité, cela veut-il dire que l'on pourrait bloquer une entreprise, les trains par exemple, si on vote la grève à la majorité ?" ».

Au-delà des arguments de prétoire, on voit très bien où Sarkozy et Parisot veulent en venir. La bourgeoisie affirme ici sa volonté d'écraser la classe ouvrière. Sarkozy se prépare pour l'échéance électorale de 2007, mais il sait que d'ici là la lutte des classes peut à nouveau se déchaîner comme en octobre 2005 et ce printemps. « Concilier l'inconciliable ? » la synthèse de Sarkozy à l'issue de l'université d'été du MEDEF, à la veille de celle de l'UMP, est sans nuances et sans appel. C'est le discours d'une droite dure, extrême, qui n'hésite pas à manier la démagogie et la menace pour neutraliser ses adversaires de classe et impressionner les hésitants et les tièdes.

L'université d'été du MEDEF donne bien le coup d'envoi d'une nouvelle offensive de la bourgeoisie et trace les contours des secteurs bourgeois, réformistes et centristes qui sont prêts à s'engager dans une tentative de contre-révolution néoconservatrice « à la française ».

Je m'abonne à l'Internationaliste, bulletin du G.S.I

Mme, Mlle, M. (1) Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

À : Date :

Prix : 12 euros pour 6 numéros, 16 euros (soutien) (1)

Frais d'envoi par la poste en 1^{ère} catégorie compris.

Tarif valable pour la France métropolitaine.

Pour les autres régions du monde, prière de nous contacter.

Signature

Paiement par chèque bancaire ou postal uniquement.

(1) Rayer les mentions inutiles

Chèque à l'ordre d'APIDO

Bulletin à renvoyer à : L'Internationaliste - BP 66 - 94311 - ORLY CEDEX

Une nouvelle étape vers la privatisation de l'enseignement

Pressé par l'Union Européenne et le patronat français, le gouvernement poursuit et aggrave sa politique de destruction des acquis ouvriers et de privatisation des services publics. Cette rentrée est l'occasion d'une offensive contre ce qui restait de service public dans le secteur énergétique (GDF) et comme chaque année d'une nouvelle avancée dans le processus de démantèlement de l'enseignement public. La volonté européenne de bâtir « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » conditionne l'action du gouvernement contre l'éducation nationale.

Face à la baisse tendancielle du taux de profit et à la saturation des marchés, les bourgeoisies européennes ont le besoin vital de pouvoir bénéficier de la main d'œuvre la mieux formée au moindre coût. Les acquis de la classe ouvrière tels que la protection sociale, l'enseignement public et laïque ou le code du travail sont devenus des poids insoutenables pour les capitalistes. « *Ce que les ouvriers gagnent par la grève la bourgeoisie leur reprend le double par la suite* ». Cette phrase de Lénine trouve toute sa pertinence dans la situation actuelle où les conditions objectives ne permettent plus à la bourgeoisie de laisser aux travailleurs le fruit de leur combat.

C'est dans ce cadre, celui où la survie du système capitaliste impose la destruction des forces productives que s'inscrit la privatisation de l'enseignement et la casse des diplômes nationaux. Cette année en France, un nouveau pas est franchi avec l'application de la LOLF, la Loi Organique relative à la Loi des Finances qui cimente entre elles les différentes réformes de privatisation (voir encadré). Promulguée en 2001, son application conjointe avec la Loi Fillon vise à la casse de l'enseignement

primaire et secondaire, parallèlement l'université publique subit aussi la mise en place de la LOLF et la continuité du processus de privatisation.

Le désengagement financier de l'Etat est le principal moteur de la privatisation, le renforcement de l'autonomie des établissements lié à leur décentrali-

privé contre éducation publique. Voilà résumée toute la politique gouvernementale en matière d'éducation.

La suppression de la carte scolaire (voir encadré) voulue par les candidats à l'élection présidentielle Sarkozy et Royal témoigne du consensus entre droite libérale et social-démocratie

pour appliquer avec zèle les directives européennes de marchandisation du savoir. Un savoir qui, avec l'application du socle commun de connaissance prévu par la loi Fillon se réduit à la maîtrise par l'élève des outils indispensables à l'entreprise : Anglais, culture technologique et de la communication, compétences civiques... à noter que l'esprit d'initiative fait partie des sept compétences requises par le socle commun : quoi de mieux qu'un collège-entreprise pour faire comprendre aux élèves les merveilles du marché et les miracles de la concurrence ? Dernière innovation, la note de vie scolaire sanctionne arbitrairement le comportement de

l'élève, mesure de flicage qui s'ajoute à la présence de plus en plus marquée de la police dans les collèges et Lycées.

L'accès au savoir est désormais quasi-réservé aux jeunes de la bourgeoisie et petite-bourgeoisie, les enfants de la classe ouvrière ont eux droit à l'apprentissage à 14 ans, mesure toujours valide de la Loi sur l'Egalité des Chances ou à des diplômes au rabais : l'autonomie des établissements en matière budgétaire et pédagogique provoque la casse progressive du diplôme national du baccalauréat : Entre le Bac obtenu à Henri IV et celui obtenu à Clichy, la valeur ne sera plus garanti de manière égale par l'Etat. La sélection en amont de ceux qui auront accès aux études supérieures est la conséquence de ces réformes.

Plus avancé que l'enseignement secondaire, l'enseignement supérieur est déjà partiellement privatisé. La mise en place des ECTS/

La Loi Organique relative à la Loi de Finance

Cadre institutionnel à la privatisation des services publics. Promulguée en 2001, la LOLF s'applique progressivement depuis 2003. Elle réforme la gestion du budget de l'Etat en le découpant en 34 missions. A ces missions sont assignés des objectifs, des stratégies et des indicateurs de performance dont dépend le montant des crédits qui leur sont alloués. Selon les mots du gouvernement la LOLF permet d'instaurer une « culture de la performance » dans les services publics. L'objectif est d'instaurer des critères de rentabilités dans le secteur public conduisant à sa privatisation (objectif non-atteint = moins de crédit = recherche d'autres financements = financement privé). On devine les conséquences qu'une telle loi peut avoir sur l'éducation nationale...

sation permettent le progressif financement de l'éducation par le secteur privé. Pendant que l'Etat accroît la somme qu'il verse à l'enseignement privé. La fronde de l'association des maires de France contre l'obligation faite à leurs collectivités de prendre en charge la scolarisation d'élèves dans des établissements privés illustre l'objectif du gouvernement : la casse du service public passe aussi par l'aide au privé. Les exemples abondent : la récente ouverture d'un nouveau lycée musulman agréé par l'Etat est le dernier en date. Enseignement confessionnel plutôt qu'éducation laïque, enseignement

La carte scolaire

Mise en place à partir de 1963, la carte scolaire recouvre l'implantation géographique des établissements d'enseignement, la répartition des moyens en personnels et matériels distribués et le recrutement des élèves en fonction de leur domicile. On comprend que sa suppression soit une nécessité pour la mise en concurrence des établissements, ce qui signifie leur privatisation.

(Suite de la page 6)

LMD a provoqué la destruction de la valeur nationale des diplômes et la fin de leur reconnaissances dans le code du travail et les conventions collectives. L'autonomie des universités conduit à la constitution de pôles d'excellence : des universités d'élite pour les plus riches recevant l'essentiel des crédits de l'Etat.

Les facultés qui ne sont pas associés à un processus de constitution de PRES (Pôle de Recherche de l'Enseignement Supérieur) s'adaptent en professionnalisant leurs cursus selon les besoins locaux en main d'œuvre (cf. l'exemple éloquent de l'université Marne la Vallée qui délivre une Licence Eurodisney). La commission Hetzel, nommée par le premier ministre au sortir de la crise du CPE pour émettre des propositions visant à renforcer le partenariat

université / entreprise a rendu sa copie : plus d'individualisation, plus de professionnalisation, plus de sélection.

Le plus de sélection est déjà là ; à la sélection sociale s'ajoute maintenant ouvertement la sélection raciale : la loi CESEDA, aboutissement législatif du concept raciste d'immigration choisie, prévoit un durcissement sans précédent des conditions de venue et de séjour en France pour les étudiants étrangers.

La volonté d'aller plus loin et plus vite dans la privatisation des universités s'est cependant heurté à une barrière de taille : la révolte de la jeunesse. La mobilisation victorieuse de la jeunesse et de la classe ouvrière contre le CPE a obligé le gouvernement à ralentir sa politique contre l'université publique. La ridicule tentative de Dominique de Villepin de paraître soucieux du bien-

être des étudiants en accordant à un nombre réduit une somme misérable censée être une aide à l'installation prouve la crainte qu'a le gouvernement de se trouver une fois encore face à la jeunesse.

Dans ces conditions les bureaucraties syndicales brillent par leur silence. Elles aussi ont tiré les leçons de la mobilisation contre le CPE qui les a dépassé avant qu'elles n'en reprennent à grand peine le contrôle. Aujourd'hui, dans une situation où la lutte de classe se fait de plus en plus violente, il est urgent de transformer l'essai du CPE : le gouvernement n'a jamais été si illégitime et les institutions si fragiles, c'est l'occasion pour la classe ouvrière et la jeunesse de reconquérir par la lutte une éducation publique et laïque !

La cellule Jeunes du GSI

(Suite de la page 8)

pour la licence et le doctorat.

Ces réformes ont pour vocation que les universités répondent aux soucis de compétitivité des entreprises. Pour permettre leur bonne application, **elles sont accompagnées du désengagement financier de l'Etat et du renforcement de l'autonomie des établissements universitaires qui obligent les facs à avoir recours à un financement privé et donc à terme à se privatiser** : la conséquence directe est la constitution de pôles d'excellence et la fermeture de facs comme Paris 3.

Ce problème attaque aussi les aides universitaires, la décentralisation permettant une privatisation rampante des CROUS. L'année dernière, les bourses ont parfois été versées avec plus de six mois de retard ! Alors que plus de 100 000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté, ce n'est certainement pas la petite allocation de 200 E, gracieusement octroyée par Villepin, pour la rentrée qui résoudra les problèmes de la précarité étudiante. Notons que cette allocation constitue un précédent au projet de salaire étudiant, qui doit à terme détruire le système actuel de bourses.

Combattre la précarité et défendre nos droits !

L'ensemble de l'éducation publique est touchée par ces mesures de rentabilisation forcée. C'est ainsi qu'à la rentrée, le gouvernement compte supprimer environ 8500 postes dans l'éducation nationale.

De plus, la réforme du CESEDA n'épargne pas les étudiants, elle touche même les plus fragiles. Le message du gouvernement est très clair : **ne peuvent seulement venir en France les étudiants ayant des moyens élevés et qui sont prêts à se faire exploiter en France !**

La victoire contre le CPE a montré que la mobilisation unie de la jeunesse et des travailleurs peut faire face aux politiques du gouvernement, néanmoins seule une organisation syndicale conséquente est à même d'assurer la satisfaction de l'ensemble des revendications. **La FSEUL a toujours combattu et combattra encore pour une université publique, laïque et gratuite pour tous. Nous invitons tous les étudiants prêts à se mobiliser à nous rejoindre et à se battre dans cette perspective.**

CONTRE LA PRECARITE A VIE :

**ABROGATION DU CNE ET DE LA LEC DANS SA TOTALITE
NON A LA POLITIQUE D'IMIGRATION CHOISIE**

POUR DE VRAIS DIPLOMES :

**ABROGATION DE LA LOI FILLON
ABROGATION DES REFORMES ECTS/LMD**

**POUR UN ENSEIGNEMENT PUBLIC, LAÏC ET GRATUIT POUR TOUS
DE LA MATERNELLE A L'UNIVERSITE !**

<http://fseul.free.fr>

CONTINUONS LA LUTTE CONTRE LA PRECARISATION DE LA JEUNESSE !

L'année 2006 a été marquée par la lutte contre la Loi sur l'Egalité des Chances et le CNE. D'une ampleur sans précédent, la mobilisation dans l'unité de la jeunesse et des travailleurs a imposé une défaite au gouvernement. **Le retrait du CPE marque un premier recul dans l'application en France de la politique européenne de destruction des acquis sociaux et des services publics.**

Le code du travail et nos diplômes en danger

Néanmoins, cette victoire en attend d'autres : la LEC a été adoptée et le CNE reste en vigueur. Ces deux mesures phares du gouvernement Villepin ont des conséquences pour tous. **Elles ont le même objectif à terme, la destruction du code du travail**, cible privilégiée de nos gouvernements successifs. Le code du travail garanti des droits élémentaires aux travailleurs face aux employeurs. L'apprentissage à 14 ans et le travail de nuit dès 15 ans contenu dans la LEC ou la période d'essai de deux ans du CNE sont des attaques directes au code du travail et donnent à l'employeur une main d'œuvre flexible et peu coûteuse.

Dans cette course à la baisse du coût du travail, la jeunesse est au centre de la politique du gouvernement. La mobilisation déterminée des lycéens en 2005 contre la loi Fillon a permis que le gouvernement recule sur la réforme du bac. **En introduisant le contrôle continu au sein de l'épreuve, on détruisait de fait la valeur nationale du diplôme** du bac et donc son adossement aux conventions collectives et au code du travail, c'est-à-dire la garantie d'un vrai salaire et de vraies conditions de travail.

Les universités ont déjà subies le démantèlement de leurs diplômes. La réforme ECTS/LMD appliquée depuis 2002 provoque l'individualisation des cursus et la fin de la reconnaissance du contenu national des diplômes. Concrètement cette contre-réforme permet la « rentabilisation » des filières en façonnant, d'un côté, des cursus ayant souvent pour débouchés un unique employeur et en supprimant, d'un autre côté, les filières qui n'ont pas un intérêt économique direct. **Nos diplômes ne servent plus à défendre nos droits de salariés : c'est notre avenir en tant que futurs travailleurs qui est directement attaqué !**

Professionnalisation des cursus et privatisation des facs

A peine le CPE remplacé (par un autre contrat précaire, le PAVA), Villepin constitue une commission chargée d'élaborer des propositions pour favoriser les liens entre l'université et l'entreprise. La composition de cette commission est éloquente : des représentants de Veolia, AXA, Danone, Cercle Vinci... ont guidé quelques universitaires.

Les premières conclusions de cette fine équipe s'inscrivent pleinement dans la politique des privatisations de l'enseignement voulue par l'UE : **professionnalisation des cursus par la généralisation des stages et de l'apprentissage.** La professionnalisation est en réalité une volonté de l'UE, qui place cette forme "d'enseignement" dans ce qu'elle appelle la *formation tout au long de la vie*. Avec le prétexte que la société ne peut plus fournir un travail unique à chacun pour toute sa vie, l'UE insiste pour que les travailleurs soient "adaptables", c'est-à-dire qu'ils renouvellent leurs compétences (la notion de connaissance est aujourd'hui bannie du langage économique) selon les besoins des entreprises, et si possible à leurs frais ! Au nom de l'apprentissage de compétences, la professionnalisation et les stages donnent dans les faits une main-d'œuvre gratuite aux patrons, en provenance directe des bancs des universités, et qui remplace les postes de salariés diplômés. Cette mesure qui affermit les liens entre les facs et les entreprises accélère de fait le processus de privatisation de l'université.

La commission fait suite aux réformes ECTS/LMD qui amorçaient véritablement la privatisation. Les réformes ECTS/LMD sont issues du processus de Bologne, qui est le moteur européen du démantèlement du système universitaire et qui s'inscrit dans une offensive internationale du capitalisme.

L'*European Credits Transfert System* (ECTS) est l'instauration d'un diplôme individuel à points capitalisables... tout au long de la vie (les crédits). Jusqu'à présent les partiels validaient le volume horaire de cours effectué par l'étudiant, aujourd'hui les points sanctionnent également les stages, les travaux personnels, l'investissement dans des associations étudiantes... un peu tout et n'importe quoi ! Il s'agit donc d'une attaque fondamentale contre le contenu national de nos diplômes. Une *annexe descriptive au diplôme* est jointe pour présenter à l'employeur son contenu. C'est lui qui décidera désormais de la validité de notre formation !

Le système Licence - Master - Doctorat est une refonte du parcours universitaire. Le but est de découper le cursus en deux grandes phases : 3 ans avant la Licence, à vocation professionnelle uniquement, puis un cursus sélectif à partir du Master. Cette sélection devient très claire cette année, les frais d'inscription en M1 ont augmenté de 50% en trois ans contre 15%

(Suite page 7)



Liban

LA VICTOIRE DU PEUPLE LIBANAIS CONTRE L'ARMÉE ISRAËLIENNE

Depuis quelques semaines, un cessez-le-feu précaire a été mis en place au Liban. Peu après l'accord, le Premier Ministre israélien, Ehud Olmert, et le président des Etats-Unis, George Bush, ont affirmé qu'Israël avait gagné la guerre contre « les terroristes du Hezbollah ». Mais ces affirmations triomphalistes se sont heurtées à une réalité implacable. Il apparaît de plus en plus clairement que l'armée sioniste, malgré toutes les destructions qu'elle a infligées au Liban, a subi une défaite importante contre le Hezbollah et le peuple libanais, et a dû se résigner au retrait sans avoir atteint aucun des objectifs politiques et militaires qu'elle s'était fixés.

Plusieurs éléments nous autorisent à caractériser ce qui s'est passé comme constituant « une défaite cuisante » pour Israël : d'abord la disproportion des forces combattantes. Israël a dépensé dans cette guerre neuf milliards de dollars, a mobilisé plus de 30.000 soldats et a utilisé la technologie militaire la plus moderne qui existe. Le Hezbollah a engagé dans le combat six mille hommes, si l'on prend en compte les combattants et les réservistes, et était doté d'un armement très inférieur. Malgré cela, Israël n'est jamais parvenu à entamer la capacité militaire du Hezbollah qui, jusqu'à la fin du conflit, a continué à tirer plus de 200 roquettes par jour sur le territoire israélien.

De plus, les troupes israéliennes ont subi de nombreuses pertes. Officiellement, seules les morts de 114 soldats et de 52 civils sont reconnues, mais certaines sources divulguent que le nombre réel de morts serait trois fois supérieur. Il y a eu aussi de nombreux tanks détruits ainsi que d'autres équipements militaires. Enfin, cela faisait plusieurs dizaines d'années qu'Israël ne voyait

pas son territoire attaqué dans un conflit militaire. Cette fois-ci, le Nord du pays a été affecté de façon permanente par les tirs de roquette du Hezbollah, y compris Haïfa, qui est la troisième ville israélienne: des milliers de personnes ont dû abandonner leurs maisons et, pour la première fois dans l'histoire d'Israël, se rendre dans des camps de réfugiés.

Cependant, la meilleure preuve du véritable résultat de la guerre est le contraste flagrant qui existe entre, d'un côté, les habitants en liesse du Sud du Liban au moment de regagner leurs villages - parfois pourtant presque détruits - et, de l'autre, la grave crise politique qui s'est ouverte en Israël.

La couverture de l'hebdomadaire anglais traditionnel, *The Economist*, ne mâchant pas ses mots, titrait ainsi le 17 août: « *Nasrallah a gagné la guerre* ». De même, le journal israélien Haaretz, fervent défenseur du sionisme, a insisté sur le fait que, pour inverser une réalité défavorable et garantir l'existence d'Israël, il fallait commencer par reconnaître que le pays avait subi une défaite.

Nous saluons le triomphe du peuple libanais et, commémorons, aux côtés des peuples arabes et musulmans, la défaite de l'armée sioniste. Il s'agit d'une victoire décisive qui met à l'ordre du jour la possibilité de concrétiser une tâche historique : la destruction de l'État raciste d'Israël, véritable État gendarme du Moyen-Orient.

Qu'est-ce qui a permis cette victoire ?

L'explication ne peut être purement militaire. Israël est en effet la cinquième puissance militaire mondiale et possède une technologie suffisante - y compris des bombes atomiques - pour balayer le

Liban de la surface de la Terre. Seule une analyse politique peut expliquer la défaite d'Israël.

L'attaque israélienne était en réalité une réponse offensive à deux crises combinées. La première est la **crise de l'ensemble de la politique de la « guerre contre la terreur »** lancée par Bush après le 11 septembre 2001 ; l'impérialisme s'est totalement embourbé en Irak et un front s'est réouvert en Afghanistan. Une seconde crise, celle de la politique des Accords d'Oslo et de la constitution de l'ANP (Autorité Nationale Palestinienne), a été provoquée par le triomphe électoral du Hamas. Olmert et Bush ont cru qu'ils obtiendraient une victoire rapide et sans appel au Liban, qui leur permettrait alors d'inverser cette dynamique de crise.

Mais, tout comme la politique de Bush en Irak, la politique d'Olmert s'est heurtée à l'ascension colossale des masses arabes et musulmanes ; les guerres de libération nationale contre l'envahisseur impérialiste constituent le point le plus élevé de cette ascension des masses. Il est évident que le Hezbollah a développé une force militaire efficace et que ses miliciens combattent avec courage et détermination. Mais ce n'est là, toutefois, que l'expression la plus visible de la disposition de lutte de l'ensemble du peuple libanais, qui les a soutenus et défendus et lui a fourni des combattants.

Crise en Israël

Comme Israël est un pays dont l'essence est d'être un « État gendarme », la défaite politique et militaire au Liban a provoqué une forte crise en Israël et le gouvernement d'Olmert est attaqué aussi bien à droite qu'à gauche.

La droite critique le gouvernement
(Suite page 10)

(Suite de la page 9)

parce qu'il n'a pas poursuivi la guerre jusqu'au bout, en occupant l'ensemble du territoire libanais, pour garantir la destruction du Hezbollah. Elle affirme que la défaite vient de cette indétermination stratégique; un secteur de réservistes s'est ainsi manifesté dans une déclaration publiée dans le *Haaretz*. En même temps, des rédacteurs en chef importants de ce journal ont lancé une campagne pour exiger le renoncement d'Olmert et de son gouvernement, ainsi que la convocation de nouvelles élections, comme un premier pas nécessaire pour inverser la logique de crise. Selon une enquête du quotidien *Yediot Ahronot*, 63% des Israéliens sont du même avis.

À gauche, un secteur minoritaire affirme que cela a été une grave erreur de s'impliquer dans une guerre hautement risquée, au lieu de rechercher une solution négociée pour les soldats pris en otages.

Mais Olmert n'est pas le seul à être attaqué. Le haut commandement de l'armée est aussi fortement critiqué. Les journaux disent que l'armée s'est retrouvée divisée entre la « classe des combattants » (les soldats et les officiers qui ont combattu) et la « classe des commandants », qui ont commencé par exhiber leurs "victoires" à la télévision israélienne et qui, une fois que le déroulement défavorable de la guerre ne pouvait plus être occulté, ont commencé à s'accuser les uns les autres.

La presse a aussi montré l'hostilité croissante de l'ensemble du pays contre la capitale Tel-Aviv, la ville la plus riche du pays. On lui reproche non seulement de ne subir aucune conséquence de la guerre, mais surtout d'héberger le « *yuppistân* » : les enfants de l'élite économique, politique et intellectuelle qui ont fait jouer toutes leurs influences familiales pour ne pas aller combattre sur le front et pouvoir accomplir leur service militaire dans les bureaux confortables du Haut Commandement, tout près des shoppings et des commerces les plus luxueux de la ville. Un général a même menacé de révéler les statistiques des soldats morts, pour montrer que pratiquement aucun n'est de Tel-Aviv.

Bien sûr, il ne s'agit pas de se laisser abuser : la vaste majorité des Israéliens

défend la destruction du Hezbollah et a soutenu la guerre contre le Liban, même quand son caractère génocidaire était clair. Tout indique que, en réaction à la défaite, ils se tourneront vers la droite dans une future élection, soutenant le parti du Likoud, contre le Kadima et le parti du Labour, base de l'actuel gouvernement d'Olmert. Mais la défaite a bien ouvert une crise profonde et il est apparu clairement, comme le conclut le quotidien *Haaretz*, qu'Israël est « *un pays vulnérable* ».

L'euphorie arabe et musulmane

Inversement, la défaite des troupes sionistes a suscité une immense joie chez les peuples arabes et musulmans. C'est ce qu'un dirigeant arabe a exprimé avec beaucoup de clarté : « *Pendant des années et des années, on a dit aux Arabes des générations précédentes qu'on ne pouvait rien contre la force d'Israël. Maintenant tous les Arabes voient l'émergence d'une nouvelle réalité. Quelques milliers de combattants irréguliers, bien que faiblement armés, mais tous animés par la même volonté de combattre, ont pu faire face au colosse qu'ils redoutaient tant... et sont parvenus à venir à bout du monstre de leurs cauchemars (...)* L'effet de cette résistance implacable des combattants du Hezbollah contre l'armée d'Israël est incommensurable (...) Par-delà les frontières du Liban, cette victoire s'est répandue comme une traînée de poudre à travers tout le monde arabe et musulman. (...) Elle a donné aux masses un sentiment de puissance qui pourrait un jour régler son compte non seulement à Israël, mais aussi aux gouvernements arabes, vus par leurs peuples comme les artisans de cette fausse idée de l'impuissance arabe, pour, en fait, mieux dissimuler leur propre impuissance et leur propre corruption... » (Ghayth Armanazi, *The Independent*, 11-8-06).

Ce « sentiment de puissance » signifie probablement pour l'avenir un grand élan octroyé aux luttes des masses arabes et musulmanes, non seulement dans le combat contre Israël mais aussi, comme le déclare l'auteur de la citation ci-dessus, dans la lutte contre ces gouvernements responsables de décennies de capitulation, notamment les gouvernements les plus proches d'Israël et de l'impérialisme : Arabie Saoudite,

Egypte et Jordanie. Il faut ajouter que ce sera aussi un encouragement pour la lutte des peuples irakiens et afghans contre l'occupation impérialiste de leurs pays.

La crise de l'impérialisme s'accentue

Quant à la stratégie de Bush et Olmert, elle s'est retournée contre eux. La défaite des troupes sionistes n'a fait rien d'autre que renforcer la crise de la politique impérialiste au Moyen-Orient. Ainsi, deux semaines après le cessez-le-feu, la « force de paix » de 15.000 hommes prévue par la résolution 1701 de l'ONU n'était toujours pas constituée.

Conformément à la fonction de l'ONU, véritable instrument de l'impérialisme, la résolution ne condamnait pas l'agression israélienne ni la destruction provoquée par cette agression. Elle se limitait à faire un appel au cessez-le-feu et à envoyer des « casques bleus » du côté libanais de la frontière. En même temps, elle insistait sur le mandat d'autres résolutions précédentes pour « désarmer le Hezbollah ». L'objectif réel de la résolution était en réalité d'amortir la défaite de l'armée israélienne et d'établir une « frontière humaine » contre le Hezbollah avec la « force de paix ». Pour cette raison, nous nous opposons à l'envoi des prétendues « troupes de paix » qui, comme cela a toujours été le cas, défendront seulement les intérêts de l'impérialisme et d'Israël.

Au-delà de ces objectifs, la réalité est que le contingent n'est toujours pas formé parce que beaucoup des pays sollicités pour envoyer des troupes ont refusé de le faire. On ne sait pas non plus clairement quel pays impérialiste enverra le secteur le plus important de cette « force de paix » et qui en recevra le commandement. Le gouvernement français s'y était engagé, comme ancienne puissance de domination au Liban, avec l'intention de retrouver son influence. Mais cela a ouvert une crise avec les commandements militaires, qui ont rejeté la proposition, car ils avaient bien en mémoire leur participation à une autre force de l'ONU dans ce pays, dans les années 80, qui avait littéralement « volé en éclats ».

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne apporteront leur appui et une infrastruc-

(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

ture, mais n'enverront pas de soldats. L'Allemagne a déjà annoncé que sa collaboration se traduirait pas l'envoi de bateaux et la participation au transport. L'Italie est le seul pays impérialiste qui a accepté d'envoyer un contingent important (3.000 hommes) et de commander la force. Mais elle conditionne maintenant son envoi à l'arrêt des violations du cessez-le-feu par Israël. D'autre part, des pays qui ont bien voulu accepter de fournir des soldats, comme l'Indonésie ou la Malaisie, ont été remis en question par le gouvernement israélien puisque ce sont des nations de majorité musulmane qui ne reconnaissent pas Israël.

Une nouvelle guerre est inévitable

Le cessez-le-feu négocié au Liban est extrêmement précaire. Malheureusement, une nouvelle guerre paraît inévitable. Les troupes sionistes, tel un fauve blessé, ont déjà violé plusieurs fois le cessez-le-feu et Amir Peretz, Ministre israélien à la défense, a déclaré : « Israël doit se préparer pour un second round au Liban » (*Clarín*, 21/8/2006). C'est un indice supplémentaire que l'origine des guerres et des conflits dans la région est bien liée au caractère de l'État d'Israël, bras armé de l'impérialisme. Dans une semaine, dans un mois ou dans un an, tôt au tard, l'État sioniste devra attaquer à nouveau ; et, tout en

soignant ses blessures, il se prépare déjà à le faire..

C'est aussi un indice de plus qu'il ne pourra pas y avoir de paix dans cette région du Moyen-Orient, tant que ne sera pas définitivement mis en échec et détruit l'État d'Israël. La défaite subie au Liban démontre que, par une lutte unifiée des masses arabes et musulmanes, il est possible d'y parvenir.

Le Hezbollah, par le prestige et l'influence qu'il a gagnés dans cette guerre, a une grande responsabilité pour qu'on puisse avancer sur ce chemin. C'est pourquoi, les masses arabes et musulmanes doivent exiger de lui qu'il assume la direction de cette lutte.

Cuba

Qu'est-ce qui est en jeu derrière la succession de Fidel Castro ?

La maladie de Fidel Castro et le transfert du gouvernement à son frère Raúl ont mis à l'ordre du jour le débat sur le présent et le futur de Cuba.

L'impérialisme américain s'est mis ouvertement à faire pression contre le gouvernement de l'île. Le président George Bush a annoncé : « Nous soutiendrons les efforts pour créer un gouvernement de transition à Cuba, qui s'engage à respecter la démocratie ». Et la Secrétaire d'État, Condoleeza Rice, a déclaré, dans un message enregistré au peuple cubain, que les Etats-Unis « encouragent d'autres pays démocratiques à faire pression sur Cuba pour... favoriser une transition qui puisse mener rapidement à des élections pluri-partites ». Et, les *gusanos* anti-castristes de Miami se sont mis à fêter la supposée agonie de Fidel.

De l'autre côté, outre les déclarations du gouvernement cubain rejetant toute ingérence du gouvernement yankee dans les problèmes internes de l'île, une déclaration qui inclut déjà quelques milliers de signatures, et, en premier lieu celles de sept Prix Nobel et de 400 intellectuels du monde entier, circule, avec l'exigence suivante: « Face à cette menace croissante contre l'intégrité d'une nation, et contre la paix et la sécurité en Amérique latine et dans le monde, les signataires exigent que le

gouvernement des Etats-Unis respecte la souveraineté de Cuba. Nous devons empêcher à tout prix une nouvelle agression. »

Apparemment, la confrontation et les enjeux concernent, d'une part, une possible ingérence et la préparation d'une agression (politique et militaire) de l'impérialisme américain contre l'État ouvrier et socialiste de Cuba, dans le but d'y restaurer le capitalisme et, d'autre part, la défense de la souveraineté de l'île et de l'État ouvrier cubain, garantie par le gouvernement de Fidel Castro et le castrisme.

Si c'était cela la question centrale, la LIT-QI n'aurait aucune hésitation : nous sommes contre toute ingérence de l'impérialisme à Cuba. De la même façon, nous répudions toute autre forme d'agression contre Cuba, comme le boycott commercial imposé par les Etats-Unis depuis des décennies. Qui plus est, en cas d'attaque militaire de l'impérialisme, nous sommes en faveur de la plus vaste unité, y compris avec le gouvernement castriste, pour défendre Cuba contre l'agression.

Toutefois, pour nous, **le débat de fond suscité par la maladie de Fidel Castro et sa nécessaire succession est tout autre.** La souveraineté de Cuba est menacée, depuis un moment, non seule-

ment par l'impérialisme américain, mais **parce que le capitalisme a pénétré profondément à Cuba, depuis plus de dix ans, et a été introduit directement de la main du gouvernement castriste.**

Ce débat-là ne se fait pas avec clarté au sein de la gauche mondiale à cause de la grande influence qu'exercent Fidel Castro et le castrisme depuis la révolution de 1959. La majorité de la gauche considère que, après la restauration capitaliste en Russie et en Chine, Cuba représente « le dernier bastion du socialisme ». Bien qu'aient été faites des concessions au capitalisme, comme celles effectuées par Lénine et Trotsky en URSS, à partir de 1921, avec la NEP (Nouvelle Économie Politique), pour le moment, le caractère socialiste de l'État cubain serait sauvegardé par des secteurs de la direction castriste, essentiellement par Fidel Castro lui-même. Dans cette perspective, la maladie, et plus encore la disparition de Fidel, accélèreraient la possibilité de la restauration capitaliste. D'autres courants sont beaucoup plus critiques par rapport à la politique de Fidel et soulignent que c'est la direction castriste elle-même qui a encouragé la restauration. Au-delà de leurs différences, les deux analyses sont d'accord sur un point : si Cuba est en-

(Suite page 12)

(Suite de la page 11)

core un « pays socialiste » ou un « État ouvrier », la principale tâche serait de le défendre face aux yankees et aux *gusanos*.

Au sein de la LIT-QI, nous défendons une autre analyse. Au-delà du fait que nous défendons et défendrons évidemment Cuba face aux yankees et aux *gusanos*, nous pensons que **le véritable dilemme auquel est confronté Cuba est tout autre : la réalité montre que le capitalisme a déjà été restauré à Cuba par la direction castriste elle-même, associée aux impérialismes européens et canadiens**, et ce, dans la seconde moitié des années 90. Pour nous, ce qui est aujourd'hui en jeu à Cuba, ce n'est pas le risque de transformation du caractère économique-social de l'État, mais du changement ou non de son régime politique. C'est pourquoi, nous commencerons par analyser le caractère économique-social de l'État cubain.

La révolution et les conquêtes

Après la révolution de 1959, le peuple cubain a exproprié les entreprises de l'impérialisme yankee et de la bourgeoisie cubaine. C'est ainsi qu'a commencé la construction du premier État ouvrier du continent latino-américain.

Grâce à la révolution, Cuba a obtenu d'immenses avancées dans des secteurs comme l'éducation et la santé publiques, qui atteignent des niveaux comparables à ceux des pays impérialistes et qui dépassent ceux de nations beaucoup plus développées, comme le Brésil, le Mexique ou l'Argentine. Elle a aussi fait avancer énormément le niveau de vie général de la population et éliminé la pauvreté et la misère, autant de faits que même les études capitalistes admettent. Cuba s'est transformé en symbole de ce qu'ont peut obtenir avec une révolution socialiste. Les dirigeants du processus, Fidel Castro et Che Guevara, sont devenus la référence politique de millions de combattants et révolutionnaires dans le monde.

La restauration a déjà eu lieu

En 1990, la chute de l'URSS et la restauration capitaliste dans l'Europe de l'Est ont signifié un coup dur pour l'économie cubaine, centrée sur l'exportation de sucre et son échange contre le pétrole et la technologie de ces pays.

Dans ce contexte, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de destructions des bases de l'État ouvrier. Les principales étapes de la restauration ont été :

- ♦ **La Loi sur les Investissements Etrangers de 1995** qui a créé les « entreprises mixtes », administrées par le capital étranger. Les investissements se sont orientés spécialement vers le tourisme et les secteurs liés au tourisme mais ils se sont ensuite étendus à d'autres secteurs, les produits pharmaceutiques et, plus récemment, le pétrole.
- ♦ **L'élimination du monopole d'état du commerce extérieur**, exercé jusqu'alors par le Ministère du Commerce Extérieur. Les entreprises d'État ou les entreprises mixtes peuvent négocier librement leurs exportations et leurs importations.
- ♦ **L'adoption du dollar comme monnaie effective de Cuba**, coexistant avec deux monnaies nationales, une monnaie « convertible » en dollars et une autre « non-convertible ».
- ♦ **La privatisation, de fait, de la production et de la commercialisation de la canne à sucre**, à travers les « unités de base de production coopérative » (80% de la surface cultivée). Les membres de ces unités n'ont pas la propriété juridique de la terre mais ils se distribuent les profits obtenus. En 1994 ont commencé à fonctionner les « marchés agricoles libres » dont les prix sont déterminés par le marché.

Ce que nous venons d'analyser n'a rien à voir avec la NEP en URSS. **Il s'agit de quelque chose de qualitativement différent, qui représente la destruction de l'essence de l'État ouvrier cubain. On a éliminé la planification économique étatique centralisée et le ministère qui en avait la charge a été dissout.** A la place de l'État ouvrier est apparu un **nouvel État capitaliste dans lequel l'économie fonctionne en accord avec la loi capitaliste du profit.**

D'autre part, la restauration capitaliste est en train de provoquer une détérioration accélérée des conquêtes sociales de la révolution, particulièrement dans les secteurs de l'éducation et de la santé. En même temps, elle a provoqué des différences salariales croissantes entre les

travailleurs d'État et les travailleurs du privé, et la réapparition massive de fléaux, comme la prostitution.

L'entrée de l'impérialisme

La restauration capitaliste cubaine n'a pas été réalisée par la formation d'une nouvelle bourgeoisie nationale, mais par le biais d'investissements étrangers. Les impérialismes européens et canadiens ont effectué de grands investissements et dominant aujourd'hui les secteurs les plus dynamiques et les plus forts de l'économie.

La structure économique cubaine a beaucoup changé ces dix dernières années. Elle n'est plus basée sur le sucre et elle s'est concentrée dans les services qui, en 2004, représentaient 73.6% du PIB du pays et 51% de l'emploi. De même, en 2004, les « recettes en devises associées au tourisme » ont presque égalé le chiffre d'exportations de biens physiques (plus de 2,1 milliards de dollars). Si l'on y ajoute les recettes pour les soins médicaux et autres, les services sont à l'origine aujourd'hui de plus de 60% des devises qui entrent au pays.

Enfin, le poids du capital étranger va augmenter encore plus avec la signature des contrats qui livrent l'exploitation des réserves pétrolières abondantes, découvertes dans la mer des Caraïbes, à la multinationale Repsol et aux entreprises anglaises et canadiennes.

Le castrisme et la "voie chinoise"

Il peut paraître étrange que nous parlions de restauration capitaliste quand ce sont ces mêmes dirigeants, qui ont dirigé la révolution et qui revendiquent en permanence la « *défense du socialisme* », qui restent au pouvoir. Cette façon de parler ne signifie rien. De la même manière, Gorbatchev, en ex-URSS, ou les dirigeants du Parti Communiste Chinois ont essayé de dissimuler leur politique de restauration derrière des oripeaux « socialistes ».

En même temps, le processus de la Chine a montré qu'on a pu restaurer le capitalisme, c'est-à-dire, modifier le caractère économique-social de l'État, sans changer le régime politique. Le PC chinois a conservé son pouvoir hégémonique, mais le pays a cessé d'être un État ouvrier et est devenu un pays capitaliste administré par les dirigeants du

(Suite page 13)

(Suite de la page 12)

PC, qui ont su tirer profit des nouvelles affaires. En Russie et dans les États de l'Europe de l'Est, la restauration a eu lieu de façon différente, puisque les Partis Communistes ont perdu le pouvoir.

De toute façon, malgré les différences entre les deux processus, à Cuba a bien eu lieu un processus de restauration capitaliste semblable à la « voie chinoise ». La restauration a été orchestrée par le Parti Communiste, et la direction castriste en a aussi retiré d'importants bénéfices.

Ainsi, les données sur le pouvoir économique à disposition de Raúl Castro, le chef historique de l'armée cubaine, sont tout à fait éloquentes. « *Les Forces Armées Révolutionnaires (FAR) ont un budget annuel de 1,5 milliards de dollars et s'occupent au jour le jour de la gestion du conglomerat des plus grandes entreprises d'état du pays (...). Les FAR contrôlent 322 entreprises qui interviennent dans 89% des recettes pour l'exportation, dans 59% des profits du tourisme et dans 60% des transactions en devises.* »

Le pouvoir castriste s'est transformé en partenaire des capitaux étrangers, il leur garantit de bonnes affaires et, en même temps, il s'enrichit avec eux, à travers les entreprises étatiques et grâce à sa participation dans les entreprises mixtes.

Nouvelle révolution ou colonie

Nous répétons donc que le dilemme actuel de Cuba n'est pas entre la survie de l'« État ouvrier » ou la restauration capitaliste. L'État ouvrier n'existe déjà plus et la restauration est un fait. Ceci signifie qu'avec la restauration, Cuba a perdu son caractère de pays indépendant et avance de plus en plus vite vers sa transformation en une semi-colonie des impérialismes européens et canadiens.

Malheureusement, c'est la direction castriste elle-même qui pousse Cuba dans cette direction. Ainsi, Fidel, tout en maintenant ses discours contre Bush et la bourgeoisie *gusana*, rend constamment hommage au roi Juan Carlos, symbole de l'impérialisme espagnol - Chávez fait d'ailleurs la même chose.

La principale menace contre l'indépendance cubaine ne provient pas de l'impérialisme yankee ou des *gusanos*. Pour défendre ou récupérer cette indépen-

dance, il faut aujourd'hui une nouvelle révolution sociale qui exproprie les entreprises et les capitaux européens et canadiens, de la même façon que, pour l'obtenir, il a été nécessaire d'exproprier l'impérialisme yankee et les *gusanos*. La différence profonde avec le processus entamé en 1959 est que cela signifie aujourd'hui combattre la politique de Fidel Castro et de la direction castriste.

La succession de Fidel : qui doit décider ?

La transmission du commandement à Raúl Castro a montré clairement qu'un nombre réduit de dirigeants du Parti, de l'Armée et du Conseil d'État prennent les décisions qui déterminent le futur du pays. L'ensemble du PC cubain ou du Parlement n'ont ainsi même pas pu se prononcer sur ce choix. La possibilité de consulter le peuple cubain n'a pas été effleurée...

Certes, la grande majorité du peuple maintient son affection et son respect pour le vieux dirigeant de la révolution. Mais ce fait ne peut pas dissimuler que des millions de cubains n'ont aucune possibilité d'intervention politique réelle dans la décision concernant la succession de Fidel. Il s'agit d'une situation complètement antidémocratique qui bloque un droit démocratique élémentaire.

Une fausse discussion

Ceux qui défendent l'actuel régime cubain affirment qu'à Cuba existe « une démocratie populaire » totalement différente de la trompeuse démocratie bourgeoise, et que la « démocratisation » a toujours été un prétexte utilisé par l'impérialisme et les *gusanos* pour dissimuler leur volonté de restauration capitaliste.

C'est une position erronée. D'abord, parce qu'il ne peut pas y avoir une véritable « démocratie populaire » sans que les travailleurs et le peuple aient le droit de former des groupes d'opposition, d'éditer des journaux, etc. – autant de choses qui n'existent pas à Cuba. Ensuite, et surtout, parce que cette position occulte le fait que la restauration capitaliste (ou la possibilité hautement probable de restauration, pour ceux qui considèrent qu'elle n'a pas encore été complétée...) ne s'est pas faite à travers une invasion des *gusanos* et de l'impérialisme yankee mais a été or-

chestrée par la direction castriste elle-même, qui est en train de vendre le pays aux impérialismes européens et canadiens.

C'est pourquoi, le caractère antidémocratique de l'actuel régime cubain n'est pas le corollaire, inévitable ou nécessaire, d'une « forteresse socialiste assiégée », se défendant contre une agression extérieure, mais est un instrument de la politique de la direction castriste, qui permis de restaurer le capitalisme, de détruire les conquêtes de la révolution et de transformer le pays en semi-colonie.

La défense de l'actuel régime cherche sa légitimation derrière le risque de retour des yankees et des *gusanos*. Mais elle signifie en réalité, d'une part, la défense de la politique et des privilèges économiques de la direction castriste et, d'autre part, elle constitue une tentative pour éviter que le peuple cubain puisse s'organiser pour la combattre.

Dans ce cadre, la disparition de Fidel Castro - ou son incapacité à exercer le pouvoir - peut non seulement accentuer les heurts et les divergences entre les différentes ailes du castrisme, mais elle peut, en outre, affaiblir cette direction dans sa relation avec les masses. C'est pourquoi, la direction a besoin « de bien soigner l'emballage » pour éviter les risques de division interne et, surtout pour s'assurer le contrôle du mouvement de masses.

Nous avons confiance dans le peuple cubain

Notre proposition de « démocratisation » se fonde sur des présupposés totalement différents et a des objectifs diamétralement opposés à ceux de l'impérialisme yankee et des *gusanos*. Pour nous, il s'agit de défendre les conquêtes qui restent encore de la révolution, d'empêcher la restauration capitaliste et de freiner le processus de colonisation du pays.

En ce sens, nous avons pleinement confiance dans le peuple cubain, qui a déjà montré largement sa capacité à combattre la bourgeoisie et l'impérialisme, ainsi que sa grande maturité politique. C'est pour cela même que nous défendons leur droit de débattre et de décider démocratiquement du futur du pays et de la succession de Fidel Castro.

Alejandro Iturbe

Les ravages de l'impérialisme français dans ses dernières colonies

Le vendredi 19 mai 2006 à 16 heures, le port autonome de Nouméa est bloqué par l'USTKE (**Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités**) et ses militants. Il s'agit de défendre les emplois liés aux compagnies d'acorage calédoniennes (MANUKAL, SAT, SATO, MANUTRANS, SOFRANA) menacées par l'arrivée de deux plus grandes compagnies maritimes à savoir Maersk et la MSC. Deux semaines plus tard, la Grève Générale et le blocage du port sont arrêtés.

Depuis la création de l'usine de Nickel dans le nord de la Grande Terre, la lutte des classes s'aiguise très clairement. Par ailleurs la déconfiture aux dernières élections de Nouvelle-Calédonie, du RPCR (**Rassemblement Pour une Calédonie Républicaine, parti des colons**) ébranle l'appareil politique de la bourgeoisie blanche. Aujourd'hui malgré une offensive directe du capitalisme pour conquérir de nouveaux marchés, les travailleurs kanakes liés aux travailleurs wallisiens, ou vanuatais par des intérêts de classe défendent leurs acquis sociaux jusqu'au bout.

La réponse de la bourgeoisie ne se fait pas attendre : deux semaines après le début du conflit, une répression comme on n'en avait pas connu depuis la période dite des « événements » en 1980 (période où de nombreux affrontements ont eu lieu entre kanakes et blancs, ou encore les meurtres de la grotte d'Ouvéa sous un gouvernement Mitterrand-Chirac). Flash ball, grenades lacrymogènes, intervention du GIGN, arrestation de 17 syndicalistes dont le Président Gérard Jodar. La grève générale est effective dès le lendemain.

Aujourd'hui la situation est explosive entre des sociétés maritimes qui ne peuvent se permettre de laisser échapper des marchés et diminuer leurs bénéfices, et un syndicat indépendantiste radical qui veut défendre jusqu'au bout ses intérêts de classe.

A propos de la grève du port de Nouméa

Interview de Pablo, secrétaire général de la Fédération du secteur Ports et Docks de l'USTKE

Par Griselda

Griselda : Quelles sont vos revendications ?

Pablo : Nous exigeons des compagnies maritimes, la Maersk et la MSC, qu'elles respectent les quotas calédoniens. En effet les deux grandes compagnies maritimes proposent des tarifs environs quatre fois moins chers (500 \$ U.S contre 1600 en Nouvelle-Calédonie), ou encore ils effectuent des transports plus réguliers (un bateau par semaine en Australie contre un bateau toutes les deux semaines). L'objectif de Maersk et de la MSC est très clair (même s'ils veulent nous faire croire qu'ils agissent pour développer l'économie du pays) : conquérir de nouveaux marchés (en 6 mois la part de MSC est passée de 15% à 56%). Les travailleurs calédoniens

luttent pour de défendre leur emploi face à une concurrence à laquelle ils ne peuvent s'opposer. Mais il s'agit avant tout pour les travailleurs de défendre toute une série d'acquis obtenus dans les luttes, notamment pendant la lutte indépendantiste dans dans les années 1980. Dans le cas du conflit du port, les entreprises calédoniennes exigent de la part de la MSC et de la Maersk qu'elles respectent les quotas contenus dans les accords Matignon (1988), accords signés entre Michel Rocard et Jean-Marie Tjibaou qui mettent fin aux événements.

G. : Quelle est l'amplitude de la mobilisation et comment s'organise-t-elle ? (assemblées générales, comités de grève...)?

P. : Nous avons bloqué et occupé le port. Nos assemblées générales se tenaient sur le port et étaient massives (entre 3000 et 6000 personnes). Très rapidement un mouvement de solidarité s'est mis en place avec de nombreux soutiens notamment de la part de kanakes descendus tout spécialement de brousse pour nous aider aux piquets de grève ou nous donner de la nourriture.

G. : Quel est l'écho de la mobilisation dans la population ?

P. : La population est toujours très partagée en ce qui concerne l'USTKE car c'est un syndicat indépendantiste. Les métropolitains et ceux que nous appe-

(Suite page 15)

(Suite de la page 14)

lons les caldoches (c'est-à-dire les descendants des bagnards et des colons français) sont toujours contre nos mobilisations car elles ont pour but de défendre de manière inconditionnelle les intérêts des kanakes. La presse locale, « Les Nouvelles Calédoniennes », ont dès le début affiché un parti pris contre l'occupation et le blocage du port. Ils ont préféré évoquer les désagréments engendrés pour ce blocage et même prêter de fausses intentions au mouvement. Tels étaient les titres « *Le blocage du port perturbe l'arrivée de matériel pour l'hôpital* », alors que le bateau n'était attendu que dans quelques jours et que l'USTKE n'avait aucune intention de mener une action sur le bateau qui transporte les modules pour le CHT (Centre Hospitalier Territorial). Même si finalement cette mobilisation arrangeait tout le monde les blancs, comme les kanakes, ou les wallisiens du moment qu'ils travaillaient pour une des cinq compagnies maritimes de Nouvelle-Calédonie, ils savaient qu'en acceptant les compagnies MSC et Maersk, c'était le chômage technique pour tout le monde à plus ou moins long terme.

G. : Comment le patronat et le gouvernement réagissent-ils ?

P. : Pendant la mobilisation, les PDG des entreprises calédoniennes, qu'il s'agisse de Jacques Lafleur (ancien député RPCR), de Leroux (actuel Président du Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, RPCR) ou de Ballande (RPCR), se sont tenus à l'écart du conflit. Même si cette mobilisation leur était bénéfique car elle leur permettait de sauver leurs entreprises de la banqueroute. La seule réponse du gouvernement a été la répression ; même les dirigeants politiques du PALIKA (Parti de Libération Kanake) qui ont des sièges au gouvernement, ne nous ont pas soutenus dans cette lutte.

G. : Quels soutiens avez-vous reçu, de France comme, plus largement, au international ?

P. : Toutes les organisations syndicales métropolitaines ont envoyé des communiqués de soutien ainsi que les partis d'extrême-gauche. Seul José Bové, leader de la confédération paysanne est venu nous soutenir en Nouvelle-Calédonie.

G. : Comment envisagez-vous la suite, quelles sont vos perspectives ?

P. : La suite dans l'immédiat dépend de ce que vont faire les deux compagnies maritimes. Nous avons suspendu la grève générale en leur laissant un ultimatum : ou bien ils respectent les quotas du territoire, ou bien on bloquera à nouveau. Maintenant pour ce qui est de la grève générale, il est clair que la question n'est toujours pas réglée. Nous l'avons seulement suspendue.

G. : Que pensez-vous de la position du FLNKS, le front traditionnel indépendantiste ?

P. : La prise de position du FLNKS (Front de Libération Nationale Kanake et Socialiste) ne nous a pas étonné outre mesure. Depuis longtemps déjà le Palika ne défend plus les intérêts des travailleurs kanakes, mais soutenir aussi clairement les forces de l'ordre dans un mouvement social est la preuve qu'il ne s'agit plus d'un organe de lutte. Aujourd'hui l'indépendance viendra grâce à l'USTKE qui est un syndicat de luttes de classes et indépendantiste.

Quelques réflexions après la grève du port de Nouméa

Les derniers propos de Pablo montrent qu'il existe un véritable espace pour construire un parti révolutionnaire qui se bat pour une Kanaky indépendante et socialiste. L'aiguïsement de la lutte des classes fait apparaître de manière très claire les contradictions internes au Capitalisme : les PDG avaient besoin de cette mobilisation pour ne pas se retrouver à la merci des grandes compagnies maritimes et mettre la clé sous la porte. Mais, de par leur nature de classe, ils ne pouvaient pas soutenir leurs employés, derrière lesquels ils se sont pourtant abrités.

Même si, de façon conjoncturelle et temporaire, dans un pays colonial comme la Kanaky, on peut retrouver des intérêts « nationaux » qui convergent entre la bourgeoisie blanche locale qui possède le capital et les kanakes, la main d'oeuvre, les intérêts de classe divergeront toujours sur le fond.

Les patrons des sociétés d'aconage prétendent se défendre devant une concurrence débridée mais c'est pour mieux imposer leurs règles, et conserver leur monopole dans le pacifique. Le moment venu, ils seront prêts, à trouver un terrain d'entente avec les multinationales... sur le dos des travailleurs.

Il faut aussi souligner que cette mobilisation rejoint dans les faits celle des dockers européens qui ont affronté les CRS devant le parlement de Strasbourg, le 16 janvier dernier, contre une directive remettant en cause l'existence même de leur profession, étendant la « concurrence » et les nuisances des pavillons de complaisance. Suite à cet affrontement, la directive a été rejetée pour la seconde fois par le parlement européen.

Dans le secteur minier, la spéculation effrénée sur les métaux non ferreux a un impact direct en Kanaky. Pour ré-

duire ses coûts de production le capitalisme lance des offensives de plus en plus barbares comme le montrent toutes les mobilisations dans l'Usine du Sud. Là, Goro Nickel et Falcon Bridge avaient annoncé des milliers de créations d'emplois pour convaincre les chefs traditionnels d'approuver les concessions d'exploitation et les persuader de fermer les yeux sur l'impact désastreux des mines de nickel sur d'autres secteurs.

En réalité, les sociétés minières préfèrent employer de la main d'oeuvre philippine, déjà formée, parquée dans des dortoirs sur les chantiers plutôt que d'embaucher des calédoniens ; les ingénieurs et cadres étant, eux, australiens, néo-zélandais ou encore québécois.

Dans un autre domaine hautement sensible, la télévision publique, en Kanaky RFO (Radio France Outremer), est

(Suite page 16)

(Suite de la page 15)

un enjeu particulier. Les conflits répétés et durs sont un révélateur des tensions de la situation politique locale et des pressions que peuvent subir les organisations syndicales de la part de l'État ou des différents partis « métropolitains » ou locaux, liés à la défense de l'ordre établi. Que ces partis agissent directement, ou à travers des « organisations démocratiques » qui leurs sont liées, ne change rien au problème, leur but est la division des rangs des travailleurs. Le résultat de ces pressions a été particulièrement visible lors du blocage du port quand la toute nouvelle section de l'USTKE à RFO s'est abstenue de tout soutien aux grévistes.

Les origines des affrontements sociaux et politiques en cours sont à rechercher dans les accords de Matignon, signés en 1988, à l'époque où le « socialiste » M. Rocard était Premier ministre. Ces accords visent à travers un pseudo partage économique et des « subventions » généreuses à faire émerger un petit secteur bourgeois kanake oligarchique. Ce secteur se retrouverait lié de par ses intérêts de classes à la bourgeoisie blanche ; la majorité kanake, walli-

sienne, etc., divisée, étant vouée à une marginalisation certaine, sur les plans économique, social et politique.

En un sens, c'est ce qui s'est passé jusqu'ici. L'État colonial, les forces politiques et sociales qui lui sont liées et celles qui se sont ralliées aux accords de Matignon espèrent arriver, en 2016, au référendum d'auto-détermination avec une question qui n'aurait plus d'objet : les jeux seraient faits, le statut actuel serait reconduit.

Mais voilà, la lutte des classes ne se laisse pas enfermer dans des accords traîtres. La mobilisation du 19 mai a révélé crûment la réalité du positionnement des uns et des autres, posant brutalement la nécessité de reconstruire le mouvement indépendantiste sur des bases radicalement différentes.

Aujourd'hui plus que jamais la lutte pour l'indépendance est possible et nécessaire, mais elle ne peut aboutir pleinement que dans le cadre de la lutte pour le socialisme. Cette lutte ne peut être menée qu'avec un vrai parti révolutionnaire qui se bat pour « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ».

Seule la lutte pour la libération nationale peut libérer les travailleurs kanakes, wallisiens, futuniens, vanuatais, unis par les intérêts de classe. Seule cette lutte peut leur permettre de surmonter les divisions entretenues par les capitalistes dans un cadre colonial et mettre fin à la guerre économique pour celui qui aura la plus grosse part des emplois.

L'absence des partis ouvriers traditionnels de « métropole » dans ce mouvement est bien la preuve de la décomposition actuelle de la « gauche » et de l'extrême-Gauche. Dans ce conflit, le comportement des vieux partis et fronts « indépendantistes » locaux démontre amplement leur capitulation.

Seul un parti révolutionnaire internationaliste et une lutte à échelle internationale qui unirait tous les travailleurs, peut amener au Socialisme et à la réalisation effective du droit de peuples à disposer d'eux-mêmes.

Griselda et J.-Louis

Et aussi sur notre site :

<http://www.gsi-litqi.org/>

- ♦ *Courrier International n°121* - Mai 2006 - Suivons l'exemple du peuple bolivien.
- ♦ *Courrier International n°122* - Déclaration du SI de la LIT-QI (juillet 2006) - Moyen-Orient : Nouvelle agression du sionisme contre les peuples arabes.
- ♦ *Déclaration du GSI* (23 juillet 2006) - Palestine-Liban : pour la défaite de l'armée israélienne.